



« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

Le fil rouge

Édité par les militants du Nouveau Parti Anticapitaliste d'Airbus et sous-traitants

Licenciements et suppressions de postes à Alstom, SFR, HSBC, Philips, Latécoère... Le patronat à l'offensive !

L'annonce le 7 septembre par la direction du groupe Alstom de la fermeture du site de Belfort non seulement a jeté la consternation sur toute une ville mais a pesé sur tous les travailleurs du groupe – ils sont 31 000 dans le monde, dont 9 000 en France.

Carnet de commandes garni, subventions, profits : Alstom cumule tout !

Il paraît que le carnet de commandes de l'usine de Belfort ne serait plus assez garni pour assurer la pérennité du site.

Quelle mauvaise blague ! Alstom est une multinationale florissante dont les commandes en cours se chiffrent à près de 30 milliards d'euros. En 2015-2016, le groupe ferroviaire a dégagé un bénéfice d'exploitation de 366 millions d'euros. Et il profite des largesses de l'État : en 2015, 86 millions au titre du crédit impôt recherche (CIR), 6,3 millions au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Sans oublier les 3,6 milliards récupérés en 2014 par les actionnaires lors de la cession de la partie Énergie du groupe à General Electric...

Alstom ne manque pas de commandes mais les répartit où il veut, privant les uns de travail et aggravant les conditions de travail des autres.

Multiplication des licenciements et suppressions d'emplois

Alstom n'est pas seul. Aux près de 500 emplois que le groupe veut supprimer à Belfort, il faut en ajouter bien d'autres : 5 000 par SFR, 170 par Hitachi, 230 par Philips, 600 par le groupe pharmaceutique Servier, 300 par Latécoère (*voir l'article au verso*). Et tant d'autres : Société générale, Arkema, Vallourec, HSBC... Sans compter les restructurations à la Poste, dans les hôpitaux et autres services publics.

À chaque fois, les capitalistes mettent en avant qu'il ne s'agirait pas de licenciements mais de sup-

pressions de postes avec prétendus « départs volontaires » ou promesses plus ou moins bidon de reclassements. Mais proposent-ils des reclassements aux milliers de travailleurs intérimaires ? Aux travailleurs en CDD ? Sans compter les autres conséquences : quand une usine comme Alstom ferme à Belfort, combien d'autres emplois y disparaîtront ? Nous connaissons tous ces centres villes désertés, ces magasins fermés, ces quartiers à l'abandon partout où les capitalistes décident de fermer une usine.

Rien à attendre du gouvernement

À chaque suppression d'emploi correspond un alourdissement de la charge de travail sur d'autres postes. Chaque suppression de poste précarise un peu plus l'emploi de ceux qui ont conservé le leur. Et, toujours, les salaires sont tirés vers le bas.

Il n'y a rien à attendre du gouvernement : il participe largement aux attaques contre les travailleurs comme on l'a encore vu récemment avec la loi Travail !

Ce qui est nécessaire, c'est l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes ! Ce qu'il faut, c'est prendre sur les profits pour maintenir l'emploi, prendre sur les profits pour créer des postes et permettre à toutes et tous de travailler dans de bonnes conditions, de vivre décemment.

Mais cela ne pourra qu'être le résultat d'une lutte d'ensemble des travailleurs.

L'urgence est à la coordination des luttes de tous ceux qui se débattent contre les licenciements comme ils le peuvent, isolés dans leur entreprise. Cela mettrait déjà dans la grève et dans les rues des travailleurs par milliers et créerait les conditions pour que la classe ouvrière reprenne l'offensive et impose son droit à vivre décemment face à un patronat toujours plus avide.

Lundi 19 septembre 2016